



COMPTES CONSOLIDES
SEMESTRIELS
GROUPE GAUSSIN
30/06/11

1. Bilan consolidé

ACTIF (K€)	Réf. note	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Actif immobilisé		10 263	10 312	10 650
Ecarts d'acquisition	IV	1 819	1 776	1 885
Immobilisations incorporelles	V	372	584	472
Immobilisations corporelles	VI	5 366	5 376	5 656
Immobilisations financières	VII	119	144	129
Titres mis en équivalence	VII. C	2 587	2 432	2 508
Actif circulant		13 954	12 857	12 256
Stocks et encours	VIII	1 138	914	1 507
Clients et comptes rattachés	IX	1 398	2 322	2 427
Autres créances et comptes de régularisation	X	5 276	3 344	4 875
Impôts différés actif	XI	2 574	2 313	2 574
Disponibilités et valeurs mobilières de plac.		3 568	3 964	873
TOTAL ACTIF		24 217	23 169	22 906
PASSIF (K€)				
Capitaux propres part du groupe	XII	13 750	12 729	10 870
Capital		4 591	2 724	2 724
Prime d'émission		18 232	14 778	14 746
Réserves consolidées		-6 514	-1 688	-1 654
Résultat consolidé		-2 559	-3 085	-4 946
Intérêts minoritaires	XII	1 082	1 140	1 118
Autres fonds propres				
Provisions pour risques et charges	XIII	966	1 445	713
Dettes	XIV	8 419	7 855	10 205
Emprunts et dettes financières		3 441	3 692	3 412
Fournisseurs et comptes rattachés		2 237	2 208	4 235
Autres dettes et comptes de régularisation		2 741	1 955	2 558
TOTAL PASSIF		24 217	23 169	22 906

2. Compte de résultat

En K€	Réf. note	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Chiffre d'affaires	XV	1 233	1 576	3 195
Autres produits d'exploitation		284	477	1 891
Achats consommés		-2 042	-3 248	-7 008
Charges de personnel	XVI	-1 045	-976	-1 995
Autres charges d'exploitation		-45	-38	-95
Impôts et taxes		-50	-80	-90
Dotations aux amortissements et aux provisions		-889	-569	-986
Résultat d'exploitation		-2 554	-2 858	-5 088
Charges et produits financiers	XVII	-191	-187	55
Quote-part de résultats sur opérations en commun				
Résultat courant des entreprises intégrées		-2 745	-3 045	-5 033
Charges et produits exceptionnels	XVIII	112	-159	-312
Impôts sur les résultats	XIX			200
Résultat net des entreprises intégrées		-2 633	-3 204	-5 145
Quote-part dans les résultats sociétés m. équ.		79	50	126
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	IV	-60	-37	-78
Résultat net de l'ensemble consolidé		-2 614	-3 191	-5 097
Intérêts minoritaires		-55	-106	-151
Résultat net part du groupe		-2 559	-3 085	-4 946
Résultat par action (en euros)	XX	-0.86	-1.25	-1.93
Résultat dilué par action (en euros)	XX	-0.86	-1.25	-1.93

3. Tableau de variation des capitaux propres

En K€	Nombre de titres	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de change	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires
Situation au 31/12/09	2 435 010	2 435	12 470	-5 048	11	3 417	13 285	891
Affectation du résultat				3417		-3 417		
Résultat du 1er semestre						-3 085	-3 085	-106
Augmentation de capital	288 874	289	2 308				2 597	
Frais d'augmentation de capital				11			11	2
Variation des titres d'autocontrôle				-28			-28	
Variation de change					-51		-51	
Variation de périmètre								353
Situation au 30/06/10	2 723 884	2 724	14 778	-1 648	-40	-3 085	12 729	1 140
Résultat du 2ème semestre						-1 861	-1 861	-44
Correction augmentation de capital			-32				-32	
Variation des titres d'autocontrôle				13			13	
Mali sur cession de titres d'autocontrôle				-43			-43	
Variation de change					64		64	
Variation de périmètre								22
Situation au 31/12/10	2 723 884	2 724	14 746	-1 678	24	-4 946	10 870	1 118
Affectation du résultat				-4 946		4 946		
Résultat du 1er semestre						-2 559	-2 559	-55
Augmentation de capital	1 866 748	1 867	3 586				5 453	
Variation des titres d'autocontrôle				-22			-22	
Boni sur cession de titres d'autocontrôle				13			13	
Variation de change					-5		-5	
Variation de périmètre								19
Situation au 30/06/11	4 590 632	4 591	18 332	-6 633	19	-2 559	13 750	1 082

4. Tableau de flux de trésorerie

En K€	Note	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net des sociétés intégrées		-2 633	-3 204	-5 223
Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité				
- Amortissements et provisions		802	644	487
- Variation des impôts différés				-261
- Plus ou moins values de cession		-82		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		-1 913	-2 560	-4 997
Dividendes des sociétés mises en équivalence				
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-820	-28	364
Flux net de trésorerie généré par l'activité		-2 733	-2 588	-4 633
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-10	-70	-75
Acquisition d'immobilisations corporelles		-149	-606	-1 184
Variation des immobilisations financières		10	-134	-119
Variation de périmètre		101	-119	-253
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-48	-929	-1 631
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
Augmentation de capital société mère		5 453	2 597	2 564
Variation des titres d'autocontrôle		-22	-28	-15
Imputation de frais sur prime d'émission (filiales)			13	13
Passage en capitaux propres du mali / cession de titres propres		13		-43
Remboursements d'emprunts bancaires		-149	-141	-285
Variation des autres emprunts et dettes financières		-29	-11	-13
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		5 266	2 430	2 221
Variation de trésorerie		2 485	-1 087	-4 043
Trésorerie d'ouverture	XXI	838	4 881	4 881
Variation de change		1		
Trésorerie de clôture	XXI	3 324	3 794	838

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

SOMMAIRE

I.	PRINCIPES COMPTABLES.....	8
A.	Ecarts d'acquisition.....	8
B.	Immobilisations incorporelles et corporelles.....	8
C.	Participations.....	9
D.	Autres titres immobilisés.....	9
E.	Stocks et travaux en cours.....	9
F.	Créances.....	10
G.	Impôts différés.....	10
H.	Trésorerie.....	10
I.	Provisions pour risques et charges.....	10
J.	Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des entreprises étrangères.....	11
K.	Comptabilisation des écarts de conversion des créances et dettes en devises.....	11
L.	Comptabilisation des contrats de location-financement.....	11
M.	Comptabilisation du chiffre d'affaires.....	11
N.	Comptabilisation des achats de sous-traitance.....	12
O.	Comptabilisation du crédit d'impôt recherche.....	12
II.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	13
A.	Périmètre de consolidation.....	13
B.	Variation du périmètre de consolidation.....	14
III.	DATE DE CLOTURE.....	14
IV.	ECARTS D'ACQUISITION.....	14
V.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	15
VI.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	16
VII.	IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	17
A.	Titres de participation (non consolidés).....	17
B.	Variation des immobilisations financières.....	17
C.	Variation des titres mis en équivalence.....	18
VIII.	VALEURS D'EXPLOITATION.....	18
IX.	CLIENTS ET COMPTES RATTACHES.....	18
X.	AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION.....	19
A.	Détail du poste « Autres créances et comptes de régularisation ».....	19
B.	Etat des échéances des créances.....	19

XI.	IMPOTS DIFFERES.....	19
XII.	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DU GROUPE ET DES INTERETS MINORITAIRES	20
	A. Capital social en nombre d'actions.....	20
	B. Intérêts minoritaires.....	20
XIII.	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.....	21
XIV.	DETTES.....	21
	A. Détail du poste « Autres dettes et comptes de régularisation »	21
	B. Etat des échéances des dettes.....	22
XV.	VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE	23
XVI.	CHARGES DE PERSONNEL.....	23
	A. Effectifs moyens.....	23
	B. Charges de personnel.....	23
	C. Droit individuel à la formation.....	23
XVII.	RESULTAT FINANCIER.....	24
XVIII.	RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	24
XIX.	VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES RESULTATS.....	24
XX.	RESULTAT DE BASE ET RESULTAT DILUE PAR ACTION.....	24
XXI.	TRESORERIE DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	25
XXII.	REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION	25
XXIII.	ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	25
XXIV.	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	26
XXV.	EVENEMENTS POST CLOTURE.....	26

INTRODUCTION

Les principes d'élaboration des comptes consolidés du groupe GAUSSIN sont conformes à la loi du 3 janvier 1985, à son décret d'application du 17 février 1986 et au règlement du Conseil de la Réglementation comptable (règlement CRC 99-02).

Le groupe GAUSSIN n'est pas tenu à la présentation de comptes consolidés au regard des seuils prévus par l'article R233-16 du code de commerce (total du bilan : 15 millions d'euros, montant net du chiffre d'affaires : 30 millions d'euros, effectif moyen : 250 salariés). Cependant, le groupe a décidé d'établir des comptes consolidés de façon volontaire. Les comptes consolidés présentés au 30 juin 2011 sont des comptes complets non condensés.

I. PRINCIPES COMPTABLES

A. Ecarts d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition inférieurs à 10 000 € sont totalement amortis ou repris sur l'exercice. Les autres sont amortis ou repris sur une durée maximale de 20 ans.

B. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Tant sur le plan comptable qu'au plan fiscal, les amortissements sont calculés, sans considération de la valeur résiduelle, suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'usage.

En l'absence de décomposition :

- Immobilisations incorporelles :
 - o Frais de recherche-développement : 5 ans
 - o Brevets : durée résiduelle de protection des brevets (durée moyenne de 10 ans)
 - o Autres concessions et licences : 3 ans
- Immobilisations corporelles :
 - o Agencements et aménagements des constructions : 10 ans
 - o Matériel et outillage : 5 ans
 - o Matériel de transport : 4 ans
 - o Matériel de bureau et matériel informatique : 3 ans
 - o Mobilier de bureau : 10 ans

Frais de recherche et développement :

L'activité de recherche et développement est menée par la société EVENT qui développe des procédés et technologies nouvelles brevetées dans le but premier d'apporter à sa société mère les solutions techniques aux demandes et anticipations commerciales.

Le groupe applique la méthode préférentielle et active les frais de développement en immobilisations incorporelles lorsqu'ils se rapportent à des projets nettement individualisés et qu'ils ont de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale conformément aux dispositions du paragraphe 311-3 du Plan Comptable Général.

Les frais de développement aboutissant à la fabrication d'équipements destinés à des essais ou compléments de développements sont portés en matériels industriels.

Les éléments constitutifs des frais immobilisés correspondent, pour chaque projet de R&D, à la somme des heures identifiées calculées au taux horaire chargé moyen de chaque service participant à la R&D d'une part, et des achats de pièces et matières identifiées d'autre part.

Les frais de recherche et développement comptabilisés en immobilisations incorporelles sont amortis de façon linéaire sur 5 ans à compter de leur date de comptabilisation.

C. Participations

Il s'agit des titres de participation non consolidés et des titres de participation mis en équivalence. S'agissant des titres mis en équivalence, la valeur de ceux-ci correspond à leur quote-part dans les situations nettes des filiales concernées.

S'agissant des titres non consolidés, leur valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

A la clôture, la valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité s'apprécie en fonction de :

- l'actif net de l'entreprise et du cours de bourse le cas échéant,
- des perspectives de rentabilité future,
- de l'intérêt stratégique que représente la participation.

D. Autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

E. Stocks et travaux en cours

Les stocks sont évalués suivant la méthode du « coût unitaire moyen pondéré » (CUMP).

Les travaux en cours sont identifiés par « affaire », le terme affaire correspondant à une commande client.

Pour chaque affaire, les coûts des matières consommées valorisées au CUMP et les coûts des heures consommées valorisées à un taux horaire budgété sont totalisés. La somme des « affaires » en cours valorisées comme mentionné ci avant constitue les travaux en cours de production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks et travaux en cours.

F. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

G. Impôts différés

Les impôts différés sont déterminés selon une approche dite bilantielle, sur la base des différences temporaires résultant de la différence entre la valeur comptable des actifs ou passifs et leur valeur fiscale. Ils sont calculés par taux d'imposition et par application de la méthode du report variable et présentés nets par entité fiscale.

Les impôts différés nets liés à des reports déficitaires sont comptabilisés par prudence en fonction de la probabilité de récupération.

H. Trésorerie

La trésorerie est constituée des disponibilités et des valeurs mobilières de placement desquelles il faut déduire les concours bancaires courants.

I. Provisions pour risques et charges

1. Provisions pour garanties données aux clients

Il est constitué chaque année une provision pour risque « garanties données aux clients » basée, par gamme de fabrication, sur la durée de garantie contractuelle, le chiffre d'affaires et le coût d'intervention en garantie constaté par année.

2. Provisions pour indemnités de départ en retraite

Les indemnités de fin de carrière et autres engagements légaux ou conventionnels à devoir au personnel font l'objet d'une provision pour charge inscrite au passif du bilan pour un montant évalué selon la méthode actuarielle.

Les paramètres suivants sont retenus pour le calcul de cet engagement :

- Départ à 65 ans
- Taux de rotation : 2 %
- Taux de charges patronales : 40 % pour les non cadres, 45% pour les cadres
- Taux d'actualisation : 2.50 % (inflation comprise)

J. Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des entreprises étrangères

La conversion de la monnaie de fonctionnement dans laquelle sont établis les comptes des sociétés étrangères à l'euro est réalisée selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période ;
- les écarts de conversion constatés sont portés pour la part revenant à l'entreprise consolidante dans ses capitaux propres au poste « Ecart de conversion » et pour la part des tiers au poste « Intérêts minoritaires ».

K. Comptabilisation des écarts de conversion des créances et dettes en devises

Les écarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont enregistrés en résultat au cours de la période à laquelle ils se rapportent.

L. Comptabilisation des contrats de location-financement

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs utilisés dans le cadre de contrats location-financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles avec pour contrepartie une dette financière. L'actif est comptabilisé à la juste valeur de l'actif loué à la date de commencement du contrat.

M. Comptabilisation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se compose de :

- produits issus de la vente de matériels. La vente d'équipements et d'engins industriels est constatée à la livraison au client final ;
- produits issus de prestations de services après vente en accompagnement des ventes de matériels (formation, maintenance et assistance technique), constatés lorsque les services sont rendus ;

- ventes d'études constatées lorsque les études sont remises ;
- produits des ventes de licences de fabrication constatés lorsque la livraison de la licence est intervenue et lorsqu'aucune obligation subséquente ne subsiste ;
- produits issus de prestations de services en accompagnement des ventes de licences (formation et assistance technique), constatés lorsque les services sont rendus ;
- produits autres correspondant à la vente de biens fonciers constatés à la livraison au client final et de locations immobilières.

N. Comptabilisation des achats de sous-traitance

Depuis 2009, la société GAUSSIN regroupe donc les achats et la sous-traitance qui se rattachent à la production industrielle sous l'unique rubrique « Achats de matières premières et autres approvisionnements » et non en autres charges externes comme le voudrait une application stricte du plan de compte prévu par le PCG.

L'application de cette disposition est sans effet sur le résultat d'exploitation et sur le résultat net.

O. Comptabilisation du crédit d'impôt recherche

Le crédit d'impôt recherche est porté en « Autres produits d'exploitation » dans les comptes sociaux d'EVENT et dans les comptes consolidés du Groupe. Le crédit impôt recherche comptabilisé par EVENT au 30 juin 2011 s'élève à 235 K€.

II. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

A. Périmètre de consolidation

Les sociétés consolidées sont :

	Méthode de consolidation au 30/06/11	% Intérêt du groupe		
		30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
SA GAUSSIN		Société mère		
SA METALLIANCE	ME	44.16	44.16	44.16
TRIANGLE SERVICE INDUSTRIE	ME	44.16	44.16	44.16
SOFIMMOB	ME	22.52	22.52	22.52
SAS EVENT	IG	100.00	100.00	100.00
GAUSSIN MIDDLE EAST		N.C	N.C	49.00
LEADERLEASE	IG	78.74	79.10	78.91
SCI HALL 5	IG	78.66	79.02	N.C
SCI HALL 6	IG	78.66	79.02	N.C
SCI HALL 7	IG	78.66	79.02	39.45
SCI HALL 8	IG	78.66	79.02	39.45
SCI HALL 9	IG	78.66	79.02	39.45
SCI DES GRANDS VERGERS	IG	78.66	79.02	N.C
SCI CLAICHIERES	IG	78.66	79.02	78.83
GAUSSIN ASIA	IG	100.00	100.00	100.00

IG : intégration globale

ME : Mise en équivalence

N.C : Non consolidé

Sont consolidées par intégration globale les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif et par mise en équivalence les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable :

- EVENT : intégrée globalement en 2009 et 2010 (contrôle de droit : majorité des droits de vote).
- LEADERLEASE : intégrée globalement (contrôle de droit : majorité des droits de vote).
- SCI : intégrées globalement (contrôle de fait : plus de 40% des droits de vote et principal associé)
- METALLIANCE (et filiales) : mise en équivalence (plus de 40% des droits de vote mais un autre associé détient plus que Gaussin).

B. Variation du périmètre de consolidation

Au cours du 1^{er} semestre 2011, le Groupe a cédé 0,36% de sa participation dans LEADERLEASE pour un prix de 101 K€. La plus-value dégagée est de 82 K€.

III. DATE DE CLOTURE

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes semestriels au 30/06/11. Les comptes semestriels de toutes les sociétés commencent le 1^{er} janvier et se ferment le 30 juin. Les comptes comparatifs sont les comptes annuels au 31/12/10 et semestriels au 30/06/10.

IV. ECARTS D'ACQUISITION

Variation des écarts d'acquisition actif (en K€)	Brut	Amortissement	Net
Situation au 31-12-10	2 099	-214	1 885
Variation de change	-6		-6
Dotation aux amortissements		-60	-60
Situation au 30-06-11	2 093	-274	1 819

V. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

BRUT (K€)	31/12/2010	Acquisitions, augmentations	Cessions, diminutions	Mouvements et reclassements	30/06/2011
Frais de recherche et développement	706				706
Concessions, brevets, licences	315	11			326
Fonds commercial	1				1
Immobilisations en cours					
TOTAUX	1 022	11			1 033

AMORTISSEMENTS (K€)	31/12/2010	Dotations, augmentations	Cessions, diminutions	Mouvements et reclassements	30/06/2011
/ Frais de recherche et développement	381	70			451
/Concessions, brevets, licences	169	41			210
TOTAUX	550	111			661

NET (K€)	31/12/2010				30/06/2011
Frais de recherche et développement	325				255
Concessions, brevets, licences	146				116
Fonds commercial	1				1
Immobilisations en cours					
TOTAUX	472				372

VI. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

BRUT (K€)	31/12/2010	Acquisitions, augmentations	Cessions, diminutions	Mouvements et reclassements	30/06/2011
Terrains	234				234
Constructions	3 914				3 914
Matériel et outillage	2 708				2 708
Matériel et outillage en crédit-bail	225				225
Autres immobilisations corporelles	426	2			428
Immobilisations en cours		148			148
TOTAUX	7 507	150			7 657

AMORTISSEMENTS (K€)	31/12/2010	Dotations	Cessions, reprises	Mouvements et reclassements	30/06/2011
/Constructions	1 028	105			1 133
/Matériel et outillage	466	292			758
/Matériel et outillage en crédit-bail	123	23			146
/Autres immobilisations corporelles	234	20			254
TOTAUX	1 851	440			2 291

NET (K€)	31/12/2010				30/06/2011
Terrains	234				234
Constructions	2 886				2 781
Matériel et outillage	2 242				1 950
Matériel et outillage en crédit-bail	102				79
Autres immobilisations corporelles	192				174
Immobilisations en cours					148
TOTAUX	5 656				5 366

VII. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

A. Titres de participation (non consolidés)

VALEURS BRUTES (K€)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
SA INDUSTRY (1)	488	488	488
SCI DES GRANDS VERGERS (2)		2	
GAUSSIN MIDDLE EAST (3)	25		25
TOTAUX	513	490	513

PROVISIONS (K€)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
SA INDUSTRY	488	488	488
SCI DES GRANDS VERGERS			
GAUSSIN MIDDLE EAST	25		25
TOTAUX	513	488	513

VALEURS NETTES (K€)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
SA INDUSTRY			
SCI DES GRANDS VERGERS		2	
GAUSSIN MIDDLE EAST (3)			
TOTAUX		2	

(1) La société Industry, détenue à 99.80% par GAUSSIN SA, a été mise en dissolution anticipée et les titres sont provisionnés à 100%.

(2) La SCI des Grands Vergers, détenue à 40% par LEADERLEASE, n'a pas été consolidée en raison de son caractère non significatif au 30/06/10. Elle a été consolidée pour la première fois au 31/12/10.

(3) GAUSSIN MIDDLE EAST a été déconsolidée sur l'exercice 2010.

B. Variation des immobilisations financières

BRUT (K€)	31/12/2010	Acquisitions, augmentations	Cessions, diminutions	30/06/2011
Titres de participation	513			513
Prêts	58		-2	56
Autres titres immobilisés	3			3
Autres immobilisations financières	73	2	-10	65
TOTAUX	647	2	-12	637

PROVISIONS (K€)	31/12/2010	Dotations	Reprises	30/06/2011
/ Titres de participation	513			513
/Autres immobilisations financières	5			5
TOTAUX	518			518

NET (K€)	31/12/2010	30/06/2011
Titres de participation		
Prêts	58	56
Autres titres immobilisés	3	3
Autres immobilisations financières	68	60
TOTAUX	129	119

C. Variation des titres mis en équivalence

VALEURS BRUTES (K€)	31/12/2010	Variation par résultat	30/06/2011
TRISERVICES	-500	-6	-506
SOFIMMOB	-8	2	-6
METALLIANCE	3 016	83	3 099
TOTAUX	2 508	79	2 587

VIII. VALEURS D'EXPLOITATION

VALEURS BRUTES (K€)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Matières premières	533	774	739
Encours de biens	50	161	727
Produits finis	605		61
Marchandises	12	11	12
TOTAUX	1 200	946	1 539

PROVISIONS (K€)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Matières premières	62	32	32
TOTAUX	62	32	32

VALEURS NETTES (K€)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Matières premières	471	742	707
Encours de biens	50	161	727
Produits finis	605		61
Marchandises	12	11	12
TOTAUX	1 138	914	1 507

IX. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

La valeur brute du poste « Clients et comptes rattachés » est de 1 514 K€ (2 543 K€ au 31/12/10). Ce poste est déprécié à hauteur de 116 K€ (comme au 31/12/10) et a une échéance à moins d'un an.

X. AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

A. Détail du poste « Autres créances et comptes de régularisation »

BRUT (K€)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Avances et acomptes / commandes	2 013	400	2 013
Compte-courant sociétés mises en équivalence	1 457	1 444	1 457
Créances fiscales et sociales	921	1 075	1 255
Autres créances	817	347	80
Charges constatées d'avance	68	78	70
TOTAUX	5 276	3 344	4 875

Les autres créances ne font l'objet d'aucune dépréciation.

B. Etat des échéances des créances

Toutes les autres créances sont à moins d'un an.

XI. IMPOTS DIFFERES

Ils sont calculés au taux de 33,33%.

A la clôture des comptes, la société procède à une revue de la valeur recouvrable des impôts différés actifs des entités fiscales détenant des pertes fiscales reportables.

Les impôts différés actifs afférant à ces pertes fiscales ne sont pas reconnus lorsque les faits et circonstances ne le permettent pas, notamment lorsque :

- l'horizon des prévisions et les incertitudes de l'environnement économique ne permettent pas d'apprécier le niveau de probabilité attaché à leur consommation ;
- les sociétés n'ont pas commencé à utiliser ces pertes ;
- l'horizon de consommation prévisible dépasse l'échéance du report autorisée par la législation fiscale.

Les bénéfices imposables futurs sont issus de documents prévisionnels fixant des scénarios d'activité et de résultats sur plusieurs exercices. La société revoit ces estimations et appréciations

de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Compte tenu des incertitudes liées à l'environnement économique et à l'exercice de prévision, le caractère probable de recouvrement des actifs d'impôt différé a été apprécié sur la base d'un horizon à trois ans. Cette position est identique à celle retenue au 31/12/10.

Les impôts différés actifs non activés liés à des reports déficitaires s'élevaient à 3 589 K€ au 31/12/2010.

XII. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DU GROUPE ET DES INTERETS MINORITAIRES

A. Capital social en nombre d'actions

Il a donc été conduit au premier semestre une succession d'augmentations de capital nettes pour un montant 5 453 K€.

B. Intérêts minoritaires

INTERETS MINORITAIRES (K€)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Intérêts hors groupe	1 137	1 246	1 269
Résultat hors groupe	-55	-106	-151
TOTAUX	1 082	1 140	1 118

XIII. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (K€)	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Provisions pour litiges	303	809	152
Provision / titres mis en équivalence Gaussin Middle East	514	579	514
Provisions pour garantie données aux clients	27	31	27
Provisions / pertes sur marchés	63		
Provisions / pénalités sur marchés	39		
Provisions pour indemnités de départ en retraite	20	26	20
TOTAUX	966	1 445	713

Les provisions pour litiges concernent différents litiges prud'homaux et clients. Elles reflètent au mieux notre estimation de sortie de ressources probables.

XIV. DETTES

A. Détail du poste « Autres dettes et comptes de régularisation »

K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Dettes fiscales et sociales	683	667	881
Avances et acomptes / commandes	1 488	1 024	1 279
Autres dettes	469	167	299
Produits constatés d'avance	96	96	96
Dettes sur immobilisations	5	1	3
TOTAUX	2 741	1 955	2 558

B. Etat des échéances des dettes

ETAT DES DETTES (K€)	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et cinq ans au plus	A plus de cinq ans
Concours bancaires courant	244	244		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 674	269	1 230	1 175
Emprunts en crédit-bail	77	48	29	
Emprunts et dettes financières divers	446	86	360	
Sous Total dettes financières	3 441	647	1 619	1 175
Dettes fournisseurs	2 237	2 237		
Avances et acomptes / commandes	1 488	1 488		
Dettes fiscales et sociales	683	683		
Autres dettes	469	469		
Produits constatés d'avance	96	96		
Sous Total autres dettes	2 736	2 736		
TOTAUX AU 30/06/11	8 414	5 620	1 619	1 175
TOTAUX AU 30/06/10	7 851	4 622	1 970	1 259
TOTAUX AU 31/12/10	10 202	7 193	1 963	1 046

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit proviennent des SCI filiales de LEADERLEASE, propriétaires des locaux industriels loués par les sociétés du groupe GAUSSIN. Ces locaux sont financés par des emprunts bancaires résumés comme suit :

- Valeur d'origine cumulée : 3 268 K€.
- Durées : de 121 à 144 mois
- Taux fixes : de 4.70 % à 5.50 %
- Garanties hypothécaires

XV. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Ventes de marchandises	122	166	260
Production vendue de biens	1 064	1 316	1 407
Production vendue de services	44	94	12
Total chiffre d'affaires France	1 230	1 576	1 679
Ventes de marchandises			338
Production vendue de biens			1 019
Production vendue de services	3		159
Total chiffre d'affaires Export	3		1 516
TOTAUX	1 233	1 576	3 195

XVI. CHARGES DE PERSONNEL

A. Effectifs moyens

Les effectifs moyens sont de 29 personnes pour le 1^{er} semestre 2011 (31 personnes pour l'exercice 2010).

B. Charges de personnel

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Salaires et traitements	731	680	1 397
Charges sociales	314	296	598
TOTAUX	1 045	976	1 995

C. Droit individuel à la formation

Le droit individuel à la formation est apprécié par année civile.

Au 30/06/11, l'ensemble des salariés des sociétés consolidées suivant la méthode de l'intégration globale a acquis un droit cumulé de 2180 heures (1 998 heures au 31/12/10).

XVII. RESULTAT FINANCIER

Le tableau suivant indique la composition du résultat financier :

Eléments de résultat (K€)	Charges financières a	Produits financiers b	RESULTAT FINANCIER b-a
Intérêts et assimilés	77	1	-76
Cession des titres LEADERLEASE	6		-6
Perte / gain de change	14	31	17
Charges / Produits sur cessions de VMP	127	1	-126
TOTAUX	224	33	-191

XVIII. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Eléments de résultat (K€)	Charges exceptionnelles a	Produits exceptionnels b	RESULTAT EXCEPTIONNEL b-a
Cession des titres LEADERLEASE	13	101	88
Autres / opérations en capital	3		-3
Opérations de gestion	29		-29
Dotations et reprises de provisions		56	56
TOTAUX	45	157	112

XIX. VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES RESULTATS

VENTILATION	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Impôt courant			-61
Impôt différé			261
TOTAUX			200

XX. RESULTAT DE BASE ET RESULTAT DILUE PAR ACTION

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net revenant à l'entreprise consolidante, soit -2 559 K€, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de

l'exercice, soit 2 988 862. Il s'établit ainsi à -0.86 €.

Le calcul du résultat net dilué par action est semblable au calcul du résultat net de base par action. Le résultat net de l'exercice (part du groupe) et le nombre moyen pondéré d'actions doivent néanmoins être ajustés de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. Il n'y a pas d'instruments dilutifs dans GAUSSIN. Le résultat dilué par action est donc identique au résultat de base par action.

XXI. TRESORERIE DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

VENTILATION	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Disponibilités	3 540	3 625	606
Valeurs mobilières de placement	28	339	268
Concours bancaires	-244	-170	-36
TOTAUX	3 324	3 794	838

XXII. REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION

Cette information n'est pas fournie car elle conduirait à donner une rémunération individuelle.

XXIII. ENGAGEMENTS HORS BILAN

- Avals, cautions, garanties : 76 K€
- Prêt de 1 035 K€ garanti par :
 - o Inscription de privilège de prêteur de deniers : 890 K€
 - o Inscription d'hypothèque conventionnelle : 145 K€

Subrogé dans le bénéfice de privilège de prêteur de deniers : BNP Paribas

Bénéficiaire de l'hypothèque du bien : BNP Paribas

Date d'effet de péremption : 23 décembre 2021

- Prêt de 650 K€ garanti par :
 - o Inscription de privilège de prêteur de deniers : 650 K€Subrogé dans le bénéfice de privilège de prêteur de deniers : Crédit Lyonnais
Date d'effet de péremption : 4 mars 2019

- Prêt de 1 083 K€ garanti par :
 - o Inscription de privilège de prêteur de deniers : 807 K€
 - o Inscription d'hypothèque conventionnelle : 276 K€Subrogé dans le bénéfice de privilège de prêteur de deniers : CIC Est
Bénéficiaire de l'hypothèque du bien : CIC Est
Date d'effet de péremption : 10 novembre 2019

XXIV. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des Commissaires aux comptes pour l'exécution de leur mission sur les comptes sociaux au titre du 1^{er} semestre 2011 s'élèvent à 100 K€ se scindant en :

- Examen limité des comptes semestriels : 57 K€.
- missions ponctuelles : 43 K€

XXV. EVENEMENTS POST CLOTURE

La société GAUSSIN a procédé à de nouvelles augmentations de capital en juillet et septembre 2011 par la création de 1 080 634 actions nouvelles pour une valeur de souscription totale de 4 088 K€.